

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

M2551I0013
**Test d'arrachage des espèces exotiques
envahissantes St Germain au Mont d'Or**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 – Conflit d’intérêt.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
3.1 – Confidentialité.....	5
3.2 – Mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du contrat	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
13.1 – Régime des connaissances antérieures.....	9
13.2 – Utilisation des résultats	9
14 - Pénalités.....	10
14.1 - Pénalités de retard.....	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
15 - Assurances.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	10
16.1 - Conditions de résiliation.....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
17 - Règlement des litiges et langues.....	11
18 – Titulaire étranger.....	11
19 - Clauses techniques particulières	12
19.1 – Contexte Général	12
19.2 – Historique, contexte local	12
19.3 – Enjeux et stratégie de VNF	13
19.4 – Objet de la présente mission	13
19.5 – Lieu d’exécution	14
19.6 – Détail des prestations à réaliser.....	14
19.7 – Organisation.....	16
19.8 – Accès au site	16

19.9 – Installation de chantier	16
19.10 – Sécurité et signalisation	16
19.10 – Sujétions liées à la présence de réseaux divers	17
19.11 – Plan d’Assurance Environnement (PAE).....	17
19.12 – Réunions	17
19.13 – Livrables	17
19.14 – Modifications techniques	18
20 - Dérogations.....	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la réalisation d'un test d'arrachage des espèces exotiques envahissantes St Germain au Mont d'Or.

Les prestations consistent à arracher, ramasser et évacuer la myriophylle hétérophylle sur le secteur de St Germain au Mont d'or, en bord de Saône.

Ces travaux doivent permettre :

- de réduire la quantité de Myriophylle hétérophylle présente, et permettre aux plantes locales de se réinstaller ;
- de tester une technique d'arrachage en milieu ouvert et d'en tirer un retour d'expérience ;
- de rétablir l'activité fluviale du Yacht club à l'aval immédiat du bras mort.

Lieu(x) d'exécution :

69650 Saint-Germain-au-Mont-d'Or

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, la nature indissociable des prestations attendues et l'homogénéité géographique d'intervention ne permettant ni allotissement technique, ni allotissement géographique.

1.3 – Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses particulières (CCP) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, la notification du marché comprendra à minima l'Acte d'Engagement, les autres pièces constitutives du marché listées ci-dessus qui ne seraient pas incluses dans la notification demeurent des pièces contractuelles du marché.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

3.1 – Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

3.2 – Mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes : le titulaire devra en outre se conformer strictement aux stipulations en vigueur relative aux prestations se déroulant sur le Domaine Public Fluvial (DPF).

L'accès au site d'intervention s'effectuant via un terrain constituant une propriété privée, ne faisant pas partie du DPF dont VNF assure la gestion, le titulaire s'engage à respecter les conditions d'accès fixées par le propriétaire de cet accès, et à respecter la tranquillité et le droit d'usage dudit propriétaire.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

La durée d'exécution des prestations est de 2 mois, y compris 3 semaines de période de préparation, et démarre à la notification du contrat. La durée contractuelle du marché est de 6 mois à compter de la date de notification afin de permettre le traitement administratif du solde du marché.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des conditions d'exécution du marché ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution des prestations. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant démarrage de l'exécution des prestations sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, les paiements s'effectueront dans les conditions suivantes :

- Paiements partiels :

Des états d'acomptes seront établis sur présentation d'une facture par le titulaire.

Par dérogation à l'article 11.5, les prestations faisant l'objet d'acompte seront constatées par l'établissement d'un simple constat contradictoire, établi par la personne ayant réellement constaté l'exécution des prestations, et qui se substituera au PV d'admission.

- Décompte général et définitif (DGD) :

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, la présentation de la dernière facture par le titulaire permettra l'établissement d'un état de solde se substituant au DGD. Un PV d'admission de l'ensemble des prestations réalisées sera établi à l'appui de ce décompte général et définitif. Ce PV pourra être signée par le représentant du pouvoir adjudicateur dûment habilité.

Par dérogation aux articles 30.1 et 30.3 du CCAG FCS, aucune admission tacite, avec ou sans réfaction, ne pourra être prononcée

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100075
- Code service : 00051
- Numéro d'engagement juridique : Chaque facture devra faire référence au numéro d'EJ lié au marché

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le titulaire du marché adresse au choix :

- La facture établie par le sous-traitant sur laquelle le titulaire ou le co-traitant ayant contracté le contrat de sous-traitance appose la formule « bon pour paiement », son cachet et sa signature
- Une attestation de paiement indiquant que le maître de l'ouvrage peut bien verser au sous-traitant la somme de « xxxx ». Cette attestation doit impérativement être signée du titulaire du marché ou du co-traitant ayant contracté le contrat de sous-traitance.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France
Direction territoriale Rhône Saône
St Germain au Mont d'Or
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information, le titulaire propose un remplaçant.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra en outre se conformer strictement aux stipulations décrites à l'article 19 du présent CCP.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

VNF s'est engagée dans une politique environnementale : le titulaire s'engage à faire sienne cette démarche dans le cadre des prestations qui lui sont confiées en respectant la réglementation en vigueur, en limitant l'impact des travaux et en prévenant toute pollution.

Les conditions d'exécution particulières permettant de répondre à cette exigence sont détaillées à la clause 19 du présent CCP.

En application de l'article 16.2.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à exécuter le marché en respectant les obligations environnementales, notamment en matière de pollution conformément aux dispositions de la clause 19 du présent CCP.

En application de l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assurera du respect de ces obligations environnementales fixées dans le cadre du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-FCS, en cas de pollution volontaire ou involontaire résultant du fait du titulaire, de ses sous-traitants ou de toute personne sous son autorité dans le cadre du marché, le titulaire procédera à toutes les opérations de dépollution nécessaires et, le cas échéant, prendra à sa charge l'intégralité des frais de dépollution".

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire devra en outre se conformer strictement aux stipulations de la clause 19 du présent CCP.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, la décision d'admission des prestations sera établie sur un simple constat contradictoire, dans les conditions décrites à l'article 9.1 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, aucune admission tacite ne pourra être prononcée.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

13.1 – Régime des connaissances antérieures

Par dérogation aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le titulaire met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

13.2 – Utilisation des résultats

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire cède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage les droits mentionnés à ces articles et en particulier le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats librement, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, sur tous supports papier et numérique ou électronique, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire.

Les droits objets de la cession doivent permettre au pouvoir adjudicateur d'utiliser, de rétrocéder à tout tiers de son choix (les tiers désignés que sont les prestataires de VNF ou ses partenaires institutionnels public ou privé par exemple) et de diffuser sans restriction les résultats pour les besoins exprimés dans les documents du présent marché, dans le cadre d'une exploitation institutionnelle, et/ou interne à VNF, qu'elle qu'en soit la déclinaison, sans limitation du nombre de diffusions et d'utilisations.

Cette cession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et plus généralement la protection du domaine public fluvial et la sécurité de la navigation.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour la durée des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Le titulaire ne peut sans un accord préalable écrit et express de VNF, exploiter, reproduire, diffuser, ou donner l'autorisation de reproduire et de diffuser, les livrables élaborés et cédés dans le cadre du présent marché.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, si le Pouvoir adjudicateur est informée par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Pouvoir adjudicateur adressera alors une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera au Pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire. En application de l'article L 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, au Pouvoir adjudicateur les pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

18 – Titulaire étranger

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail ».

19 - Clauses techniques particulières

19.1 – Contexte Général

Créé en 1991, Voies Navigables de France, est un établissement public à caractère administratif du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Il assure l'ensemble des missions de service public liées à l'entretien, à l'exploitation, à la modernisation et au développement du réseau fluvial. VNF est organisé en un siège basé à Béthune et 7 directions territoriales.

La direction territoriale Rhône Saône (DTRS) intervient sur le périmètre suivant :

- Le Rhône depuis son entrée en France jusqu'à la mer, ainsi que le Petit Rhône
- La Saône à grand gabarit entre Saint Symphorien en Côte d'Or et Lyon
- La Saône à petit gabarit de Corre (Haute Saône) à Saint Symphorien en Côte d'Or
- Le Doubs navigable et le canal du Rhône au Rhin entre Saint Symphorien et le Territoire de Belfort ainsi que l'Embranchement de Belfort (CRR)
- Le Canal du Rhône à Sète (CRS)

19.2 – Historique, contexte local

Le Myriophylle hétérophylle (*Myriophyllum heterophyllum*) est une plante fortement invasive avec un grand potentiel de dissémination par bouturage. Son expansion est très rapide dans les voies de navigation où le transport de la plante par les bateaux et la fragmentation des tiges par les hélices sont facilités. Le Myriophylle est beaucoup plus rare dans les cours d'eau comme la Saône en lit mineur par exemple. En effet cette plante a besoin d'un milieu de faible profondeur et avec peu de courant (milieu lentique et éventuellement eutrophe) pour se développer. Néanmoins, il existe de nombreux bras morts (aussi appelés losnes) le long de la Saône. Ces losnes sont plutôt des milieux lentiques soumis seulement ponctuellement aux crues. La losne de Saint-Germain-au-Mont d'Or est plutôt de nature lentique justement. C'est pourquoi il a été constaté lors des visites de terrain de 2023 un recouvrement quasi-total du fond du bras mort par cette seule espèce.



Figure 1- Vue aérienne du bras mort

Les conclusions des différents retours d'expérience de VNF montrent qu'au vu de la forte invasion de la plante dans le bras mort et des différents retours d'expériences, très peu de techniques curatives se révèlent efficaces à long terme avec des coûts soutenables. Le Myriophylle hétérophylle apparaît comme une plante quasiment impossible à éradiquer lorsqu'elle a envahi le milieu, avec les solutions actuellement connues et maîtrisées.

La plante est présente sur le bassin-versant et sur les voies navigables en amont du bras mort (en Bourgogne Franche-Comté), de ce fait, une alimentation continue en bouture est presque inévitable.

19.3 – Enjeux et stratégie de VNF

Il est important de rappeler que cette plante est inscrite sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union Européenne et qu'elle fait l'objet d'une réglementation européenne qui « impose aux États membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'introduction ou la propagation des espèces listées et de réaliser des plans d'actions pour s'attaquer à leurs voies d'introduction et de propagation ». Cette réglementation a été transposée en droit français par la loi Biodiversité de 2016. De ce fait, VNF se doit d'agir pour limiter l'envahissement de ses voies d'eau par cette plante.

Ces obligations réglementaires s'ajoutent à des enjeux internes liés à la présence de la plante :

- une gêne importante pour la navigation (frein pour la progression des bateaux, pannes sur les bateaux...) voire un arrêt de navigation,
- une perturbation des loisirs : activités nautiques, pêches...
- un effet d'obstruction des infrastructures (portes d'écluses, vannages...)
- une accélération de l'envasement du milieu et réduction du mouillage
- une gestion hydraulique difficile
- une diminution de la biodiversité par une disparition des espèces locales en 2-3 ans
- une modification du milieu défavorable à certaines espèces (poissons notamment)
- des coûts d'entretien élevé (ex : coûts de faucardage...).

Face à l'ampleur de ce phénomène, et aux enjeux associés, VNF a défini en 2020 le plan d'actions suivant :

- réaliser des diagnostics, surveiller le réseau et détecter précocement la présence de la plante,
- passer d'une gestion ponctuelle curative à une gestion préventive et analyser l'efficacité des méthodes d'éradication employées,
- limiter la dispersion lors des opérations de faucardage/arrachage à l'aide d'un protocole de gestion
- contribuer au développement de la recherche et de l'innovation sur ce sujet (programme de recherche, études sur les filières de valorisation, partenariat, expérimentation de nouvelles techniques de lutte, recherche de partenariat)

19.4 – Objet de la présente mission

L'objectif du présent marché est de tester un arrachage de Myriophylle hétérophylle dans un bras mort de la Saône.

Ces travaux doivent permettre :

- de réduire la quantité de Myriophylle hétérophylle présent, et permettre aux plantes locales de se réinstaller;
- de tester une technique d'arrachage en milieu ouvert et d'en tirer un retour d'expérience ;
- de rétablir l'activité fluviale du Yacht club à l'aval immédiat du bras mort.

19.5 – Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution de la mission est situé dans la commune de Saint-Germain au Mont d'Or (69) en bord du Saône



Figure 2 : Localisation du bras mort à St Germain au Mont d'Or

Les travaux concernent une surface d'environ 11 580 m² répartis en deux zones : Zone 1 (prestation de base) qui comprend « le port du Yacht Club et le sud du bras mort de St-Germain en Mont-d'Or » d'environ 5 300 m² et la zone 2 (optionnelle) « partie nord du bras mort » d'environ 6 200 m² ».

19.6 – Détail des prestations à réaliser

La prestation débute à la réception par le Titulaire de la notification du marché émis par le Pouvoir adjudicateur. Elle débutera au plus tard en octobre 2025 et se terminera en décembre 2025 par la remise d'un rapport de synthèse du déroulement du chantier

Elle concernera la zone 1 à minima, et la zone 2 concernée par la prestation supplémentaire éventuelle (option 1), uniquement si cette option est retenue et notifié au titulaire dans l'acte d'engagement signé par le pouvoir adjudicateur.

19.6.1 Arrachage, ramassage et évacuation de la plante

1- Arrachage :

L'entreprise en charge de l'arrachage devra intégrer les contraintes du site en réalisant l'intervention exclusivement par voie d'eau (Aucun arrachage possible depuis la berge). L'utilisation de machines amphibies/flottantes compactes et adaptées sera impérative.

L'entreprise devra également présenter la ou les techniques retenues, en détaillant la méthode d'arrachage ainsi que les avantages et limites de la solution proposée. Il est attendu l'arrachage de la zone 1 (en prestation de base) et de la zone 2 si la prestation supplémentaire éventuelle (option 1) est acceptée par le pouvoir adjudicateur lors de la signature de l'acte d'engagement (cf. photo figure 3).

2- Ramassage :

Le ramassage de l'intégralité des morceaux flottants accessibles par bateau/engin ramasseur suite à l'arrachage. Pour les morceaux non accessibles par voie aquatique (le long de la berge entre les racines d'arbres par exemple), l'entreprise devra ramasser les morceaux manuellement.

Attention, plusieurs passages peuvent être nécessaires suite à la remontée des morceaux de plantes plusieurs jours après le début de l'arrachage.

3- Evacuation

L'évacuation des plantes par camion ou autre méthode. Le titulaire devra traiter par la suite les plantes dans le respect de la réglementation en vigueur. Le titulaire devra fournir les bons de déchets nécessaires à la traçabilité des déchets.

Attention : l'évacuation des plantes ne peut se faire qu'après 10 jours minimum de ressuyage sur les berges. Le MOA se réserve le droit de constater et mesurer les volumes de plantes déposés en berges à tout moment. Le titulaire devra impérativement évacuer les plantes au bout de 3 semaines maximum ! Les plantes ne pourront pas être laissées sur les berges plus de 3 semaines afin d'éviter la lixiviation des nutriments contenus dans la plante, dans l'eau.

Le MOA se réserve le droit de constater à tout moment les prestations d'arrachage, de ramassage et d'évacuation afin d'apprécier l'efficacité de ces prestations (surfaces et volumes traités par jour par exemple). L'emplacement envisagé des tas en berges hautes doit être présenté et justifié par le candidat dans son offre. Ces emplacements seront soumis à validation par le MOA.

Il sera nécessaire d'apporter dans l'offre du candidat des notions de rendement journalier estimés pour les arrachages, les ramassages et les évacuations et une description des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser cette prestation.

Pendant le test, le titulaire peut proposer l'utilisation d'autres techniques d'arrachage, de ramassage et d'évacuation que celles présentées dans l'offre sous réserve de justification et validation du MOA. Avant la réalisation de chaque opération, le titulaire devra obtenir l'accord du MOA.

Le titulaire sera responsable du tri des plantes ramassées et déposées sur berge (plastiques, déchets autres que de Myriophylle hétérophylle, etc).

19.6.2 Barrage flottant

Le titulaire devra proposer une technique d'isolation (barrage flottant) du bras mort et du Yacht Club par rapport à la Saône.

L'objectif est de limiter la dispersion des fragments de plantes flottantes en dehors de ces zones. Les dispositifs d'isolation devront être mis en place pendant les phases d'arrachage et de ramassage.

Important : Le prix pour le barrage flottant est inclus dans la prestation de base. Ce prix ne sera pas présent dans l'option puisque le barrage sera déjà en place dans le cadre de la commande de base.

L'offre devra détailler la durée d'utilisation de la technique, la technologie employée, ses caractéristiques et son fonctionnement, le positionnement prévu, ainsi que les moyens humains et matériels nécessaires à sa mise en œuvre, son entretien et sa dépose.

L'emplacement des dispositifs sera proposé à l'offre puis validé par le maître d'ouvrage avant le commencement des travaux.

Aucune dispersion de fragments de plante dans la Saône n'est autorisée.

19.6.3 Suivis

Le titulaire devra mettre en place des suivis de paramètres de l'eau afin d'adapter le protocole au besoin. La liste des paramètres à mesurer a minima par le titulaire est défini ci-dessous :

- Météo (conditions générales « Beau temps », « pluie », etc)
- Température extérieure
- Température de l'eau
- Turbidité (NFU)

La méthodologie de suivis des paramètres sera présentée dans l'offre du candidat. Le candidat devra justifier l'ensemble des paramètres supplémentaires proposés dans sa méthodologie.

19.6.4 Planning prévisionnel et rapports d'interventions

Le prestataire devra réaliser un planning prévisionnel de ses interventions dès l'offre. Il sera actualisé au cours des travaux selon les constats réalisés.

Un rapport d'intervention sera réalisé par le prestataire et fera état dans le détail des actions réalisées par le prestataire.

19.7 – Organisation

La maîtrise d'ouvrage est assurée par VNF : Direction territoriale Rhône Saône de VNF (service Direction Gestion Durable)

2 rue de la quarantaine

69005 Lyon

tel : 04 72 56 59 00

fax : 04 72 56 59 59

La personne en charge du suivi du marché est le représentant de l'acheteur : Hugo Templé, Chef de projets du Bureau Environnement et Gestion Hydraulique – 07 64 61 39 69 – hugo.temple@vnf.fr.

Le Titulaire du marché devra désigner un interlocuteur unique pour les différents échanges avec VNF. Tout changement de ce responsable est soumis à la validation du pouvoir adjudicateur par écrit.

19.8 – Accès au site

L'accès au Domaine public fluvial concerné par les travaux d'arrachage se fait par un terrain privé. Il est géré par le Yacht Club du Rhône. Une convention d'accès sera établie entre VNF, le propriétaire du terrain et le titulaire. Cette convention établira notamment les contraintes et pénalités encourues en cas de dégradation du terrain.

19.9 – Installation de chantier

S'il le juge nécessaire, le titulaire établira un projet d'installation de chantier sur site (stockage matériels, déchets...). Dans ce cas l'installation de chantier comprendra à minima :

- l'amenée et le repli du matériel,
- la signalisation
- l'éclairage
- les réseaux d'alimentation d'eau et d'électricité,
- les divers bâtiments nécessaires aux matériels et aux personnels...

Toute installation de chantier nécessitera un accord préalable écrit de VNF ou de l'entité gestionnaire du terrain.

En fin de travaux, le prestataire à un délai minimum d'un mois pour remettre en état le site. Il informera par mail VNF de la remise en état du site. Un état des lieux contradictoire de l'état de la voie d'eau et des dépendances domaniales utilisées sera réalisé par VNF.

Les frais de remise en état sont inclus dans le prix 1.1 – « Suivi de chantier incluant tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation ».

Ce projet d'installation de chantier sera à établir et fournir au maître d'œuvre durant la période de préparation prévue à l'article 6.1 du présent CCP.

19.10 – Sécurité et signalisation

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité pendant l'exécution des interventions et la bonne organisation des chantiers sur terre comme sur l'eau.

Le titulaire devra fournir, installer et replier les dispositifs de signalisation temporaire pour toute intervention à proximité d'une route. Cette signalisation devra avoir été mise en place après accord écrit du gestionnaire de la voirie concernée, obtenu au moins 48h avant l'installation de la signalisation.

Les interventions devront être menées pour n'entraîner aucune entrave à la navigation, cependant une information devra être réalisée au sein de la gare d'eau par VNF, afin de prévenir les navigants de la présence de personnel travaillant dans la gare d'eau.

Un mois avant tous travaux, le prestataire contactera :

- VNF DTRS SFL : Daniel CHEDAL, Responsable de centre de L'UTI SFL- 07.62.04.56.76- daniel.chedal@vnf.fr

Les bateaux utilisés seront conformes à la réglementation, le titre de navigation devra être en cours de validité, le conducteur devra être titulaire du permis eaux intérieures correspondant au bateau (bateau > 6cv).

Le port du gilet de sauvetage est obligatoire

Tous travaux par visibilité inférieure à 100 m sont interdits.

Dès lors que la marque II (indication de crue) est atteinte sur la Saône les travaux seront suspendu. Le lieu d'implantation de la marque le plus proche des travaux se situe sur la commune de Losne à l'aval du pont en rive gauche.

Le Titulaire sera considéré comme seul responsable en cas de dommages subis ou causés à des tiers, notamment aux usagers et consécutifs à une méconnaissance des règles établies par le code des transports, le code de l'environnement et toutes autres législations.

Un plan de prévention sera réalisé entre VNF et le prestataire 15 jours avant le démarrage de la prestation sur place.

19.10 – Sujétions liées à la présence de réseaux divers

Le titulaire étant amené à travailler à proximité de nombreux réseaux aériens ou souterrains, il sera réputé avoir connaissance des différents concessionnaires pouvant être concernés par ses interventions.

Le titulaire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de déclaration préalable à l'exécution des interventions (DICT) et déclaration de projet de travaux (DT).

Le Titulaire sera considéré comme seul responsable en cas de dommages causés aux réseaux implantés dans la zone, ayant pour cause la réalisation de la prestation du Titulaire et consécutifs à une méconnaissance des règles établies par le code de l'environnement et toutes autres législations.

19.11 – Plan d'Assurance Environnement (PAE)

Sur la base du Schéma Organisationnel de Plan d'Assurance Environnement (S.O.P.A.E.) établi par le titulaire dans son offre, et contractualisé à l'article 2 du présent CCP, le titulaire devra rédiger un PAE qui devra traiter de la méthodologie à mettre en œuvre pour éviter toute pollution de l'environnement et limiter les nuisances aux usagers et riverains lors de l'expérimentation.

Le PAE sera soumis à validation du MOA.

Le titulaire devra respecter et mettre en œuvre l'ensemble des éléments présents dans le PAE.

19.12 – Réunions

Une réunion de démarrage sera organisée à la notification du marché. Cette réunion de démarrage sera réalisée sur site.

Une réunion de restitution sera organisée à la fin de la prestation. Cette réunion pourra être réalisée en visioconférence.

Des réunions supplémentaires pourront être organisées, en présentiel ou distanciel en cas de besoin.

Tous les frais de déplacement et autres frais divers liés à la tenue des réunions prévues et des éventuelles réunions supplémentaires nécessaires à la bonne exécution du marché sont réputés être compris dans les prix 9 du BPU du présent marché, et ne pourront en aucun cas faire l'objet de rémunération supplémentaires.

19.13 – Livrables

Le titulaire devra transmettre à VNF éléments les résultats suivants qui feront l'objet de la cession de droits prévue à l'article 13.2 du présent CCP :

- un compte-rendu à l'issue de chaque réunion

- un rapport final d'intervention de l'ensemble des prestations (contenant notamment le protocole prévu initialement, protocole réalisé, suivi du prestataire selon son protocole). Le rapport devra inclure des préconisations pour la mise en place de dispositifs similaires ou modifiés sur des hydrosystèmes identiques.

Tous les documents seront remis à VNF en format numérique :

- documents texte, tableurs, présentations et bases de données le cas échéant au format compatible Microsoft office
- documents cartographiques, le cas échéant, en format .shp ou .tab utilisables sous Qgis ou MapInfo (V12) pour permettre la compatibilité avec le SIG de VNF (projection Lambert 93).

Le titulaire reprendra les livrables jusqu'à acceptation par VNF, sans que cela puisse faire l'objet d'aucune réclamation. Il disposera de 10 jours pour modifier les livrables après observations de VNF.

19.14 – Modifications techniques

Si en cours d'année, le protocole devait être modifié, afin d'en améliorer l'efficacité, les modifications devront être soumises par écrit (ou lors d'une réunion prévue dans le marché), par le Titulaire, à la validation du maître d'ouvrage.

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au Titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Toutes modifications consistant à la mise en place de nouvelles techniques non prévues initialement dans le marché ou à la non-réalisation d'une étape, feront l'objet d'un avenant.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCP déroge aux articles 30.1 et 30.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.2 du CCP déroge aux articles 29 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 36 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.2 du CCP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

